

ENQUÊTE  
SUR LE FINANCEMENT  
DES ENTREPRISES

JANVIER 2018

## Sommaire

|  |    |
|--|----|
| <i>SYNTHESE DE L'ENQUETE</i> .....                                     | 3  |
| <i>Préambule</i> .....   | 4  |
| <i>Approche méthodologique</i> .....                                   | 5  |
| <i>Principaux résultats de l'enquête</i> .....                         | 6  |
| <i>La conjoncture économique</i> .....                                 | 6  |
| <i>Financement de l'investissement</i> .....                           | 8  |
| <i>Les taux d'intérêt</i> .....  | 9  |
| <i>La durée du prêt bancaire</i> .....                                 | 10 |
| <i>Les crédits courts termes</i> .....                                 | 10 |
| <i>Les crédits moyens termes</i> .....                                 | 10 |
| <i>Les crédits longs termes</i> .....                                  | 10 |
| <i>Financement de l'exploitation</i> .....                             | 11 |
| <i>Délais d'instruction des dossiers de financement</i> .....          | 13 |
| <i>Les garanties exigées en contrepartie des prêts bancaires</i> ..... | 15 |
| <i>Recours au DALLY</i> .....  | 18 |
| <i>Recours au SOFARIS</i> .....  | 18 |
| <i>Conclusion</i> .....  | 19 |
| <i>ANNEXES</i> .....   | 21 |

## SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE

Cette enquête a été réalisée dans une conjoncture considérée comme « atone » par la majorité des entreprises interrogées. Mais pour développer leur activité, la majorité d'entre eux a mobilisé divers leviers pour *financer leurs investissements*. Il s'agit par ordre décroissant d'*autofinancement*, d'*emprunt moyen et long terme*, de *subvention*, de *défiscalisation*, de *prêt d'honneur* et de *crédit fournisseur*.

Les taux d'intérêt sont majoritairement inférieurs à 5%, ¼ des taux s'établissent entre 5 et 7%, et 9% à plus de 7%.

36% des crédits accordés par les établissements financiers sont de *court terme* (< 2 ans) ; la même proportion est de règle pour les crédits à *moyen termes* (entre 2 et 7 ans) ; il s'agit de crédits pour le financement des équipements ou pour des opérations à l'export.

26% des crédits sont de *long terme* ; ils ont servi à financer des opérations immobilières, d'extension industrielle voire des opérations pour l'exportation.

*Pour financer leur exploitation*, 7 entreprises sur 10 ont mobilisé des ressources dont 8 industriels sur 10, 6 commerçants sur 10 et 5 prestataires de service sur 10.

La propension à financer les *l'exploitation* par les *capitaux propres* est plus forte, 44% des entreprises, suivi de *l'emprunt* 27% des *découverts*, 15% et des *facilités de caisse*, 2,2%. 5 commerçants sur 10 ont mobilisé des capitaux propres ce levier pour financer leur exploitation contre 4 industriels sur 10 et 3,7 prestataires de service sur 10.

*L'emprunt* a été mobilisé par 3,7 prestataires de service sur 10 ; 2 industriels sur 10 et 1 commerçant sur 10. Le recours au *découvert bancaire* a été effectif pour 1 entrepreneur sur 10 dans les 3 secteurs.

Les *taux d'intérêt* sont inférieurs à 5% pour 60% des emprunteurs, il est compris entre 5 et 8% pour 28%, entre 9 et 11% pour 5,6% d'entre eux et supérieur à 11% pour 5,6% des emprunteurs.

Les *délais d'instruction* jugés plutôt longs par 38% des unités, corrects par 32% et risquant de mettre en péril la pérennité de l'entreprise par 28% d'entre eux.

Le pessimisme est plus marqué dans les petites unités à l'instar des entreprises individuelles et des EURL ; plus de 50% des SARL jugent « corrects » les délais d'instruction des dossiers de financement contre 40% d'industriels.

Les *garanties* ont été exigées pour 70% des unités. Il s'agit à 45% de *caution sur les biens personnels*, à 23% de *caution sur le patrimoine de l'entreprise*, à 20% d'*hypothèques* et à 13% de *nantissement*.

La propension au recours au DAILLY et à la garantie SOFARIS est faible. 4%.

# Enquête sur le financement des entreprises

## Préambule

Les banques sont les partenaires majeurs des entreprises dont une large fraction des activités bancaires est consacrée au financement des entreprises. Le remboursement des prêts qui leur sont accordés est assorti d'un taux d'intérêt. Rappelons que la politique de crédit est encadrée d'une part par des règles prudentielles<sup>1</sup> internationales et par la politique monétaire de la BCE<sup>2</sup>.

Le coût du crédit varie en fonction des taux directeurs décidés par la BCE selon qu'elle veut soutenir ou ralentir la production de crédit compte tenu de la pression inflationniste et de la conjoncture économique. Il dépend par ailleurs des charges d'exploitation des banques.

Le prêt est consenti à l'entreprise après analyse des risques par l'établissement financier. Cette dernière tient compte non seulement des perspectives de l'entreprise, mais également de ses fonds propres, son compte d'exploitation, sa trésorerie, de la conjoncture économique ainsi que des garanties fournies par l'emprunteur.

Généralement, l'entreprise a besoin de crédits à court terme pour financer son exploitation en raison du décalage entre les rentrées et les sorties d'argent qui doit être comblé. Les établissements financiers répondent à cette demande par les crédits d'exploitation : (*escompte, crédit de trésorerie, affacturage*).

Pour financer ses investissements, l'entreprise recourt au crédit d'équipement, au crédit bail, au leasing et au crédit d'exportation pour sa croissance externe.

Mais les conditions d'accès au financement dépendent étroitement de la taille de l'entreprise. Les TPE<sup>3</sup> sont généralement confrontées à des difficultés de financement plus importantes, et les PME<sup>4</sup> à un différentiel de coût.

En revanche, les grandes unités qui ont des facilités d'accès au crédit bénéficient par ailleurs de la part des institutions financières de prestations additionnelles au rang desquelles les opérations sur les marchés, les montages financiers, le conseil.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Ensemble des règles pour la bonne conduite des banques afin d'éviter les faillites en cascade ; (fonds propres minimums par rapport aux crédits accordés pour éviter un manque de liquidités et un risque trop élevé en cas de crédits non remboursés).

<sup>2</sup> Banque centrale européenne

<sup>3</sup> Entreprises <10 salariés

<sup>4</sup> Entreprises <250 salariés

<sup>5</sup> <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/banque/la-banque-a-quoi-ca-sert/les-banques-et-les-entreprises/>

Fort de ce constat, l'on peut s'interroger sur la situation du financement des entreprises en Guadeloupe. C'est l'objet de cette enquête dont nous donnons ici les principaux résultats.

*Approche méthodologique*

Cette enquête a été réalisée entre le 11 décembre 2017 et le 12 janvier 2018. Il s'agit d'une enquête réalisée par internet auprès des entreprises des secteurs commerce, industrie et services immatriculées au Guichet unique de la CCI des Iles de Guadeloupe (Voir en annexe 1 le questionnaire). L'exploitation des résultats de cette enquête porte sur 90 réponses valides réparties par secteur d'activités (Tableau1) tranche d'effectif (Tableau2), forme juridique (Tableau3) et par communautés d'agglomération ; (Tableau 4).

Graph 1 : Répartition de l'échantillon

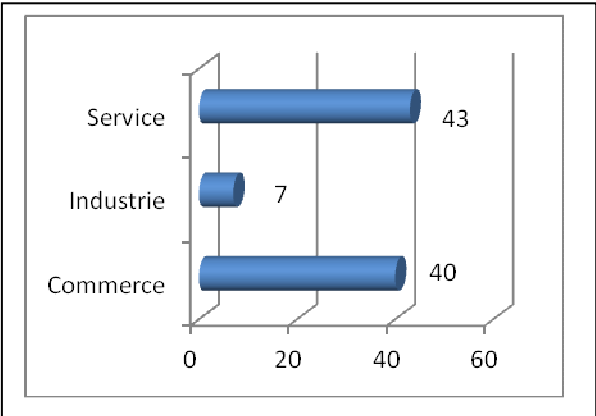


Tableau 2 : Répartition par tranche d'effectif

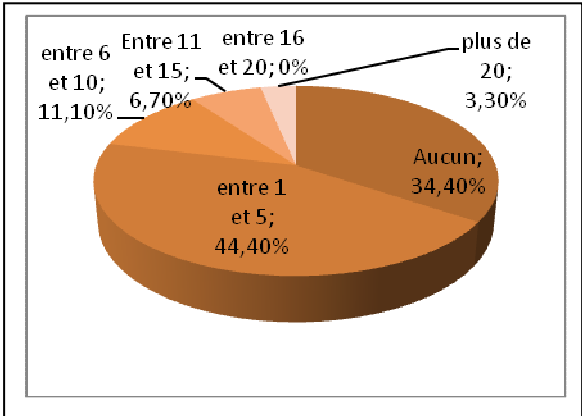


Tableau 3 : Par statut juridique

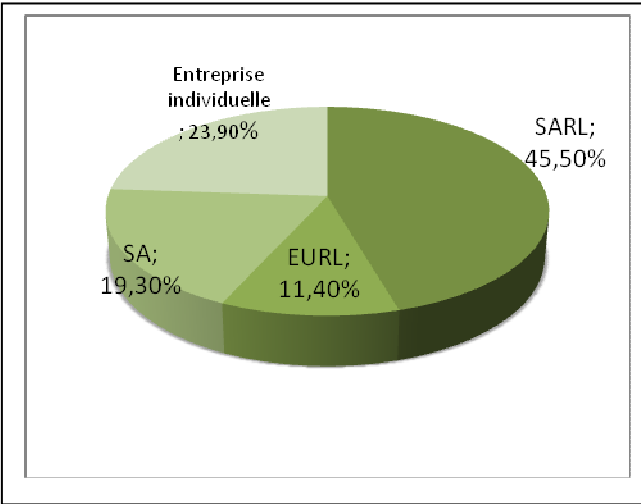
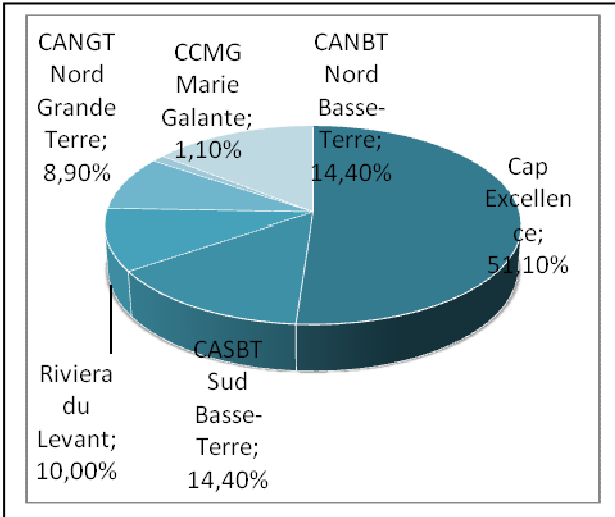


Tableau 4 : Par Communauté d'aggl.



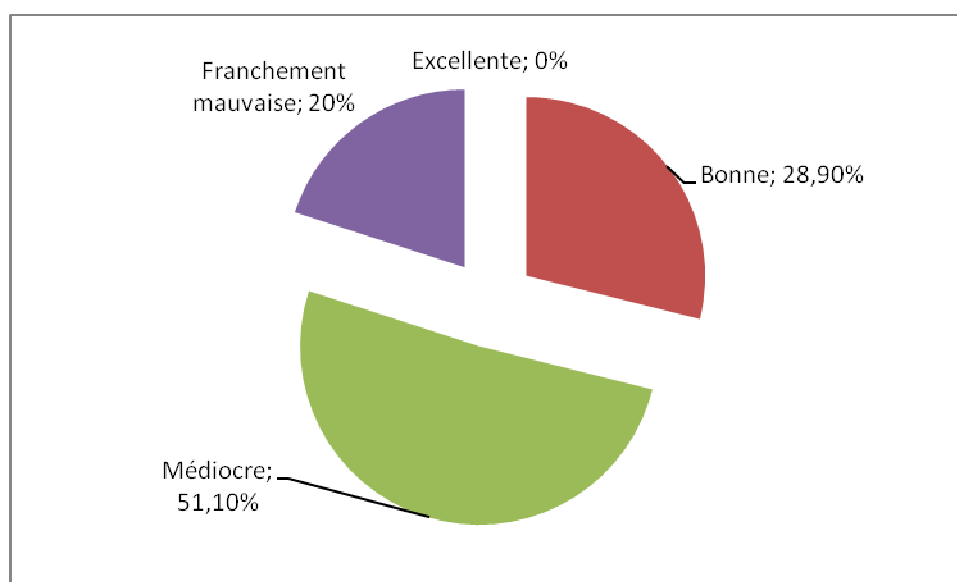
## Principaux résultats de l'enquête

### La conjoncture économique

Nous avons au préalable voulu caractériser l'opinion des entreprises sur la situation économique au cours de la période d'enquête.

Globalement, si la majorité des entreprises la qualifie comme « médiocre » à 51%, 28% qualifient la situation plutôt « bonne ». Le pessimisme est davantage perceptible chez les commerçants et prestataires de service. 20% des entreprises interrogées trouvent la situation économique « franchement mauvaise ».

Comment caractérisez-vous la situation économique depuis le début de l'année 2017 ?



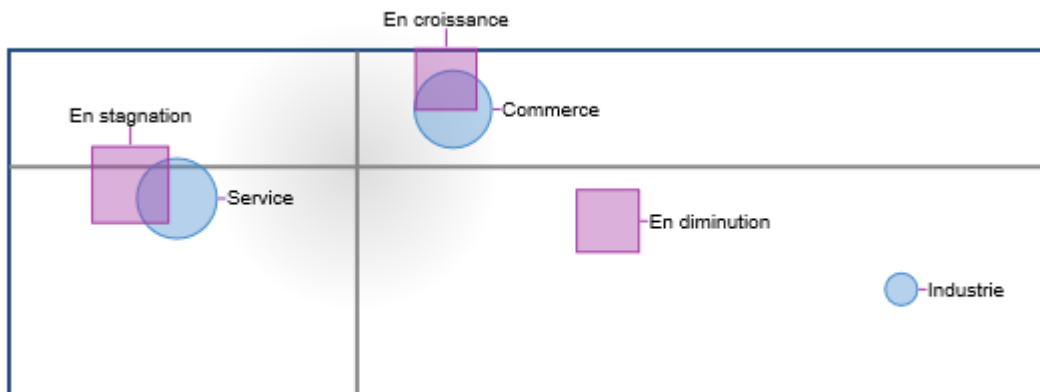
27% des chefs d'entreprise interrogés considèrent que leur activité est en croissance alors qu'une fraction plus importante la considère en stagnation (43%) ou en diminution (28%). Ce pessimisme est davantage perceptible chez les commerçants et prestataires de services.

| L'activité dans votre entreprise a été au cours des 9 premiers mois : |           |             |
|---|-----------|-------------|
|   | Effectifs | % Obs.      |
| En croissance   | 25        | 27,80%      |
| En stagnation   | 39        | 43,30%      |
| En diminution   | 26        | 28,90%      |
| <b>Total</b>  | <b>90</b> | <b>100%</b> |

| 2. L'activité dans ... | En croissance |               | En stagnation |               | En diminution |               | Total     |             |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------|-------------|
|                        | Eff.          | % Obs.        | Eff.          | % Obs.        | Eff.          | % Obs.        | Eff.      | % Obs.      |
| <b>Commerce</b>        | 12            | 30%           | 16            | 40%           | 12            | 30%           | <b>40</b> | <b>100%</b> |
| <b>Industrie</b>       | 2             | 28,60%        | 2             | 28,60%        | 3             | 42,90%        | <b>7</b>  | <b>100%</b> |
| <b>Service</b>         | 11            | 25,60%        | 21            | 48,80%        | 11            | 25,60%        | <b>43</b> | <b>100%</b> |
| <b>Total</b>           | <b>25</b>     | <b>27,80%</b> | <b>39</b>     | <b>43,30%</b> | <b>26</b>     | <b>28,90%</b> | <b>90</b> |             |

### Secteur d'activité / L'activité dans votre entreprise a été au cours des 9 premiers mois :

Carte des correspondances



La proximité ou l'éloignement entre modalités visualise les associations sur ou sous représentées. Au centre, dans la zone grisée, les éléments peu différenciés. La carte restitue 100% de l'information, répartie en 93% horizontalement (F1) et 6% verticalement (F2).

## *Financement de l'investissement*

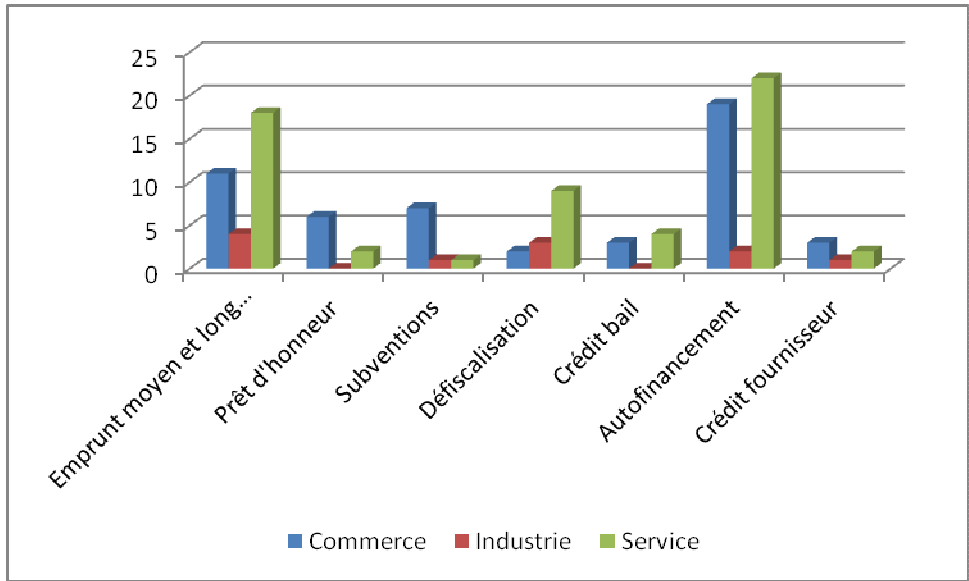
Concernant les investissements, prêt de 8 unités sur 10 ont réalisé des investissements pour le développement de leur activité. 100% des unités industrielles ont mobilisé des investissements contre 80% des commerçants et 74% des prestataires de service.

| Avez-vous réalisé récemment des investissements pour le développement de votre activité ? |           |             |
|---|-----------|-------------|
|   | Effectifs | % Obs.      |
| <b>Oui</b>  | 71        | 78,90%      |
| <b>Non</b>  | 19        | 17,80%      |
|   |           |             |
| <b>Total</b>  | <b>90</b> | <b>100%</b> |

Plus de la moitié de ces entreprises ont réalisé ces investissements par autofinancement (55%) et par emprunt moyen et long terme (42%). La défiscalisation est un des leviers utilisé, (17%). Dans une moindre mesure, les prêts d'honneur, les subventions et le crédit fournisseur.

| Si oui, vous l'avez fait par :     |           |        |
|------------------------------------|-----------|--------|
|                                    | Effectifs | % Rep. |
| <b>Emprunt moyen et long terme</b> | 33        | 42,30% |
| <b>Prêt d'honneur</b>              | 8         | 10,30% |
| <b>Subventions</b>                 | 9         | 11,50% |
| <b>Défiscalisation</b>             | 14        | 17,90% |
| <b>Crédit bail</b>                 | 7         | 9%     |
| <b>Autofinancement</b>             | 43        | 55,10% |
| <b>Crédit fournisseur</b>          | 6         | 7,70%  |
| <b>Total</b>                       | <b>78</b> |        |



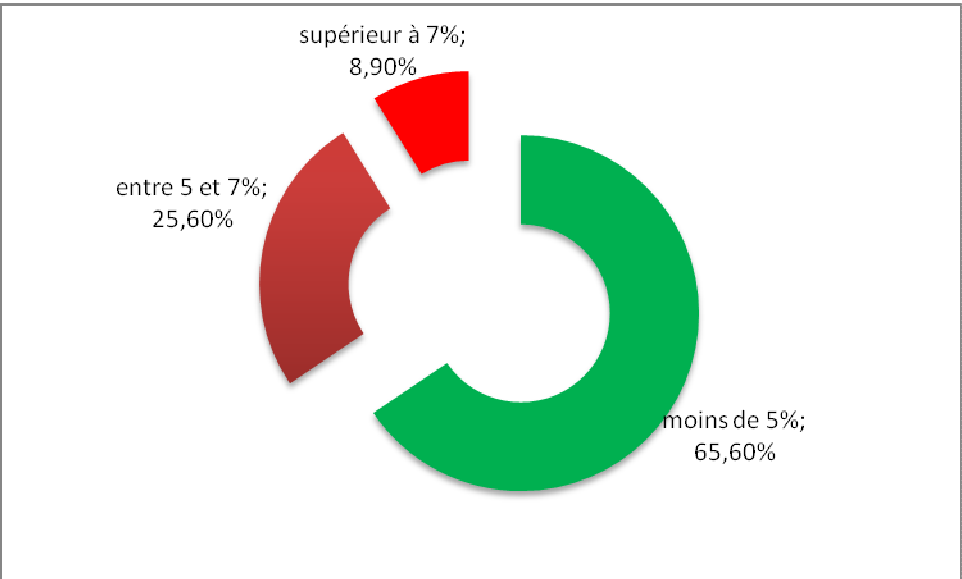


L'autofinancement et l'emprunt long et moyens termes sont les outils financiers qui emportent la faveur des entreprises, suivis de la défiscalisation.

**Les taux d'intérêt**

Les taux d'intérêt pratiqués par les banques pour les prêts contractés par les entrepreneurs pour financer leurs investissements s'établissent à moins de 5% pour 65% des contractants. ¼ des entrepreneurs ont bénéficié d'un taux compris entre 5 et 7% et 8% ont contracté à un taux supérieur à 7%.

Les taux d'intérêt des prêts bancaires



Dans le détail, nous présentons ci-dessous la ventilation par secteur des entreprises aillant contracté un prêt bancaire selon le taux d'intérêt.

**Secteur d'activité / Si prêt bancaire, indiquez le taux :**

| Si prêt bancaire, i... | moins de 5% |              | entre 5 et 7% |              | supérieur à 7% |             | Total     |             |
|------------------------|-------------|--------------|---------------|--------------|----------------|-------------|-----------|-------------|
|                        | Eff.        | % Obs.       | Eff.          | % Obs.       | Eff.           | % Obs.      | Eff.      | % Obs.      |
| <b>Commerce</b>        | 25          | 62,5%        | 13            | 32,5%        | 2              | 5%          | <b>40</b> | <b>100%</b> |
| <b>Industrie</b>       | 4           | 57,1%        | 3             | 42,9%        | 0              | 0%          | <b>7</b>  | <b>100%</b> |
| <b>Service</b>         | 30          | 69,8%        | 7             | 16,3%        | 6              | 14%         | <b>43</b> | <b>100%</b> |
| <b>Total</b>           | <b>59</b>   | <b>65,6%</b> | <b>23</b>     | <b>25,6%</b> | <b>8</b>       | <b>8,9%</b> | <b>90</b> |             |

## *La durée du prêt bancaire*

### *Les crédits courts termes*

36% des prêts des prêts bancaires portent sur des crédits courts. Il s'agit de crédit dont le délai de remboursement va de quelques jours à 2 ans. Ils incluent les facilités de caisse pour « boucler les fins de mois », de crédits de campagne ou de découverts bancaires à durée variable<sup>6</sup>. Plus généralement, pour l'entreprise, le crédit à court terme sert principalement à financer les besoins de trésorerie et en assurer l'équilibre. Il permet par ailleurs de compenser un délai de paiement des clients, couvrir un délai de fabrication sans mettre en difficultés les dépenses courantes de l'entreprise.<sup>7</sup>

### *Les crédits moyens termes*

De même, 36% des chefs d'entreprise ont contracté des prêts moyens termes (2 à 7 ans). Un levier qui leur permet de financer leurs équipements ou leurs exportations.

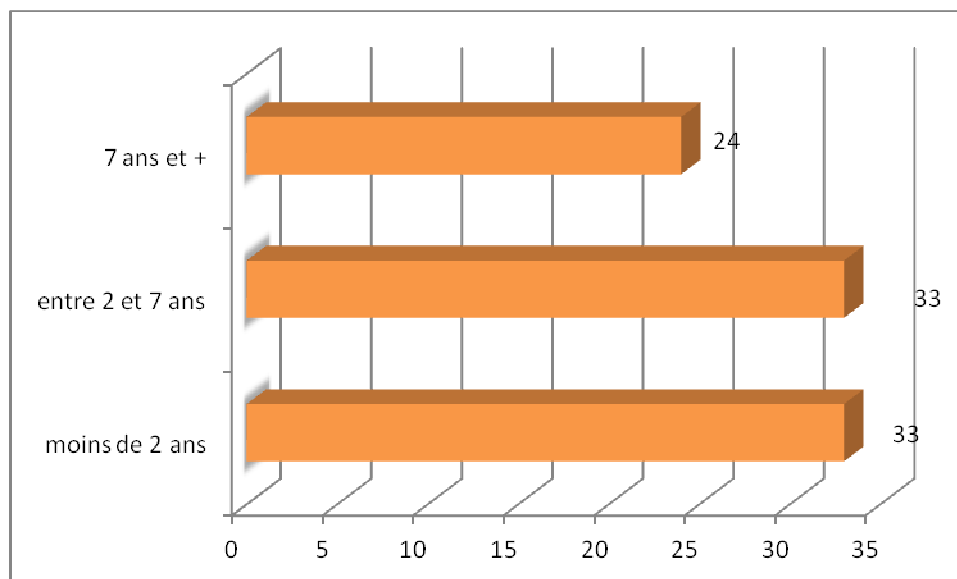
### *Les crédits longs termes*

26% des entreprises ont reconnu avoir contracté des prêts longs termes (+ de 7 ans). Ce sont généralement des prêts qui permettent de financer des

<sup>6</sup> In JDN

<sup>7</sup> Il s'agit en général d'escompte d'affacturage voire de crédits de campagne et la cession Dailly (la possibilité de céder ses créances professionnelles à un établissement de crédit),

constructions immobilières, la création ou l'extension d'unités industrielles, les exportations.<sup>8</sup>

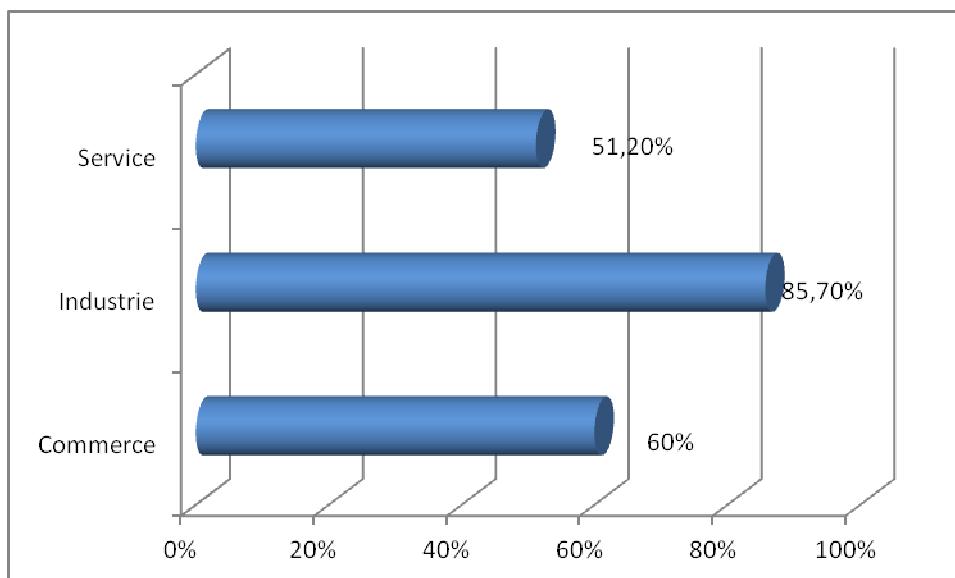


### *Financement de l'exploitation*

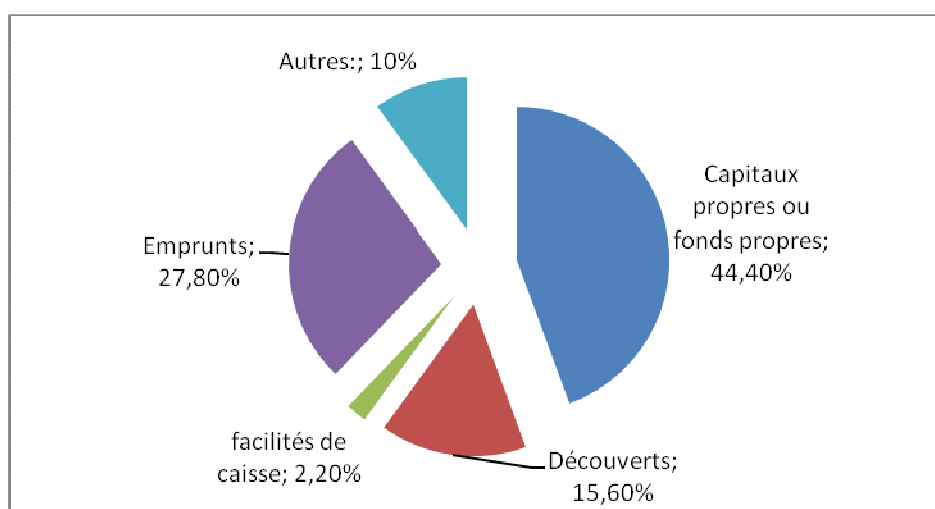
Pour assurer l'exploitation de leur entreprise, 7 entrepreneurs sur 10 ont mobilisé récemment un financement. Dans le détail, c'est le cas pour un peu plus de la moitié des prestataires de service, 8 industriels sur 10, et 6 commerçants sur 10.

---

<sup>8</sup> Source : [finance-banque.com/credit-court-terme-credit-moyen.html](http://finance-banque.com/credit-court-terme-credit-moyen.html)



Trois leviers principaux ont été mobilisés, les capitaux propres (44%), l'emprunt 27% et les découverts bancaires (15%).



### Les leviers de financement mobilisés selon les secteurs d'activité

| Si oui, vous l'a... | Capitaux propres ou fonds propres |              | Découverts |              | facilités de caisse |             | Emprunts  |              | Autres: |        | Total |        |
|---------------------|-----------------------------------|--------------|------------|--------------|---------------------|-------------|-----------|--------------|---------|--------|-------|--------|
|                     | Eff.                              | % Obs.       | Eff.       | % Obs.       | Eff.                | % Obs.      | Eff.      | % Obs.       | Eff.    | % Obs. | Eff.  | % Obs. |
| <b>Commerce</b>     | 21                                | 52,5%        | 7          | 17,5%        | 1                   | 2,5%        | 7         | 17,5%        | 4       | 10%    | 40    | 100%   |
| <b>Industrie</b>    | 3                                 | 42,9%        | 1          | 14,3%        | 1                   | 14,3%       | 2         | 28,6%        | 0       | 0%     | 7     | 100%   |
| <b>Service</b>      | 16                                | 37,2%        | 6          | 14%          | 0                   | 0%          | 16        | 37,2%        | 5       | 11,6%  | 43    | 100%   |
| <b>Total</b>        | <b>40</b>                         | <b>44,4%</b> | <b>14</b>  | <b>15,6%</b> | <b>2</b>            | <b>2,2%</b> | <b>25</b> | <b>27,8%</b> |         |        |       |        |

Pour les entreprises qui ont eu recours à l'emprunt pour financer leur exploitation, les taux d'emprunt sont majoritairement des prêts courts termes (60% des entreprises), et moyen terme 28% compris entre 5 à 8% (28%), entre 9 et 11% (5,6%) et supérieurs à 11% (5,6% des entreprises).

| Si prêt bancaire pour le financement de l'exploitation, indiquez la fourchette de taux : |           |             |
|--|-----------|-------------|
|  | Effectifs | % Obs.      |
| moins de 5%  | 54        | 60%         |
| entre 5 et 8%  | 26        | 28,90%      |
| entre 9 et 11%   | 5         | 5,60%       |
| supérieur à 11%  | 5         | 5,60%       |
| <b>Total</b>   | <b>90</b> | <b>100%</b> |

**Secteur d'activité / Si prêt bancaire pour le financement de l'exploitation, indiquez la f...**

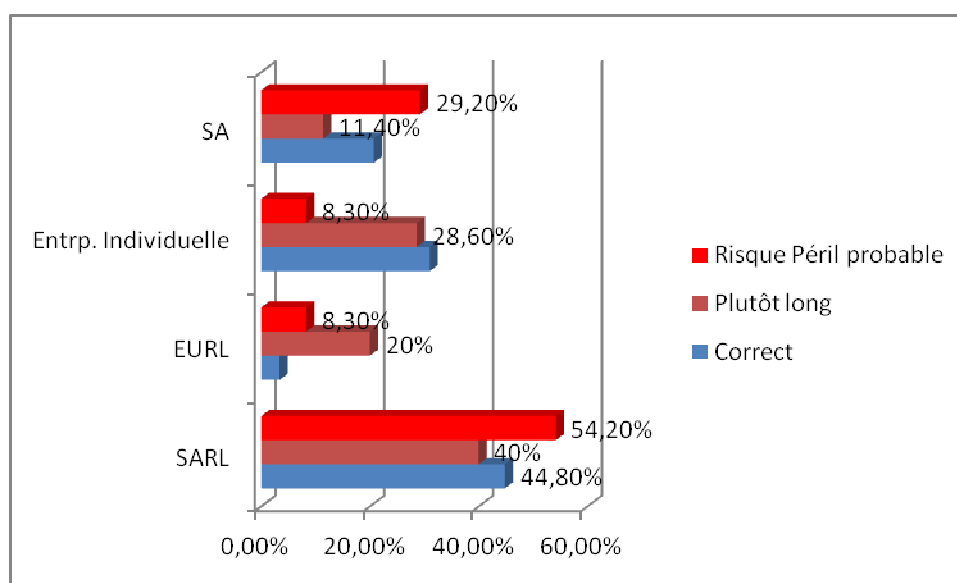
| Si prêt bancaire ... → | moins de 5% |            | entre 5 et 8% |              | entre 9 et 11% |             | supérieur à 11% |             | Total     |             |
|------------------------|-------------|------------|---------------|--------------|----------------|-------------|-----------------|-------------|-----------|-------------|
| Secteur d'activité ↓   | Eff.        | % Obs.     | Eff.          | % Obs.       | Eff.           | % Obs.      | Eff.            | % Obs.      | Eff.      | % Obs.      |
| <b>Commerce</b>        | 23          | 57,5%      | 14            | 35%          | 1              | 2,5%        | 2               | 5%          | <b>40</b> | <b>100%</b> |
| <b>Industrie</b>       | 3           | 42,9%      | 3             | 42,9%        | 1              | 14,3%       | 0               | 0%          | <b>7</b>  | <b>100%</b> |
| <b>Service</b>         | 28          | 65,1%      | 9             | 20,9%        | 3              | 7%          | 3               | 7%          | <b>43</b> | <b>100%</b> |
| <b>Total</b>           | <b>54</b>   | <b>60%</b> | <b>26</b>     | <b>28,9%</b> | <b>5</b>       | <b>5,6%</b> | <b>5</b>        | <b>5,6%</b> | <b>90</b> |             |

*Délais d'instruction des dossiers de financement*

Les avis sont partagés concernant les délais d'instruction des demandes de financement. Si 32% des souscripteurs jugent les délais corrects, 38,9% les jugent plutôt longs et 28% pensent que les délais risquent de mettre en péril la pérennité de l'entreprise.

| Le délai d'instruction de votre dossier de prêt a été :  |           |             |
|--|-----------|-------------|
|  | Effectifs | % Obs.      |
| Correct  | 29        | 32,20%      |
| Plutôt long  | 35        | 38,90%      |
| Risquait de mettre en péril la pérennité de l'entreprise | 26        | 28,90%      |
| <b>Total</b>   | <b>90</b> | <b>100%</b> |

Les petites unités que sont les SARL, EURL et entreprises individuelles considèrent que les délais d'instruction des demandes de financement sont plutôt longs. Pessimisme davantage exprimés par les SARL et dans une moindre mesure par les SA puisque cette catégorie d'entreprises considère que ces délais risquent de mettre en péril la pérennité de leur entreprises. A noter néanmoins que plus de la moitié des SARL interrogées juge « corrects » les délais d'instruction.

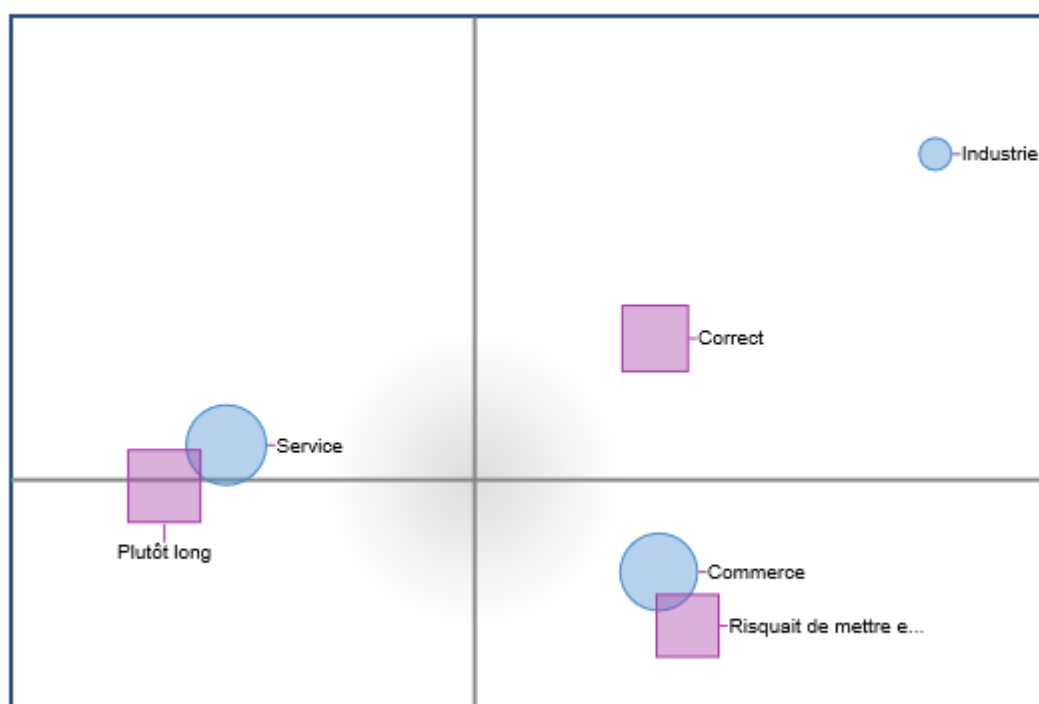


### Secteur d'activité / Le délai d'instruction de votre dossier de prêt a été :

| 12. Le délai d'inst...<br>→ | Correct   |              | Plutôt long |              | Risquait de mettre en péril la pérennité de l'entreprise |              | Total     |        |
|-----------------------------|-----------|--------------|-------------|--------------|--|--------------|-----------|--------|
|                             | Eff.      | % Obs.       | Eff.        | % Obs.       | Eff.   | % Obs.       | Eff.      | % Obs. |
| Secteur d'activité ↓        |           |              |             |              |  |              |           |        |
| Commerce                    | 13        | 32,5%        | 14          | 35%          | 13   | 32,5%        | 40        | 100%   |
| Industrie                   | 3         | 42,9%        | 2           | 28,6%        | 2  | 28,6%        | 7         | 100%   |
| Service                     | 13        | 30,2%        | 19          | 44,2%        | 11   | 25,6%        | 43        | 100%   |
| <b>Total</b>                | <b>29</b> | <b>32,2%</b> | <b>35</b>   | <b>38,9%</b> | <b>26</b>  | <b>28,9%</b> | <b>90</b> |        |

## Secteur d'activité / Le délai d'instruction de votre dossier de prêt a été :

### Carte des correspondances



La proximité ou l'éloignement entre modalités visualise les associations sur ou sous représentées. Au centre, dans la zone grisée, les éléments peu différenciés.

La carte restitue 100% de l'information, répartie en 82% horizontalement (F1) et 17% verticalement (F2).

### *Les garanties exigées en contrepartie des prêts bancaires*

En contrepartie des prêts bancaires contractés, 7 entreprises sur 10 se sont vues réclamer des garanties. Il s'agit soit de **caution sur les biens personnels** (45%), de *garantie sur le patrimoine* de l'entreprise, (23%) d'*hypothèque*, (20%), de *nantissement*<sup>9</sup> (13%)

<sup>9</sup> Le terme nantissement désigne la situation juridique où un propriétaire affecte, sans en perdre la possession, des biens meubles incorporels, notamment fonds de commerce, fonds agricole, valeurs mobilières, solde de compte bancaire, droit au bail, contrat d'assurance-vie, brevet d'invention, à la garantie d'une ou plusieurs dettes

| La banque vous a-t-elle demandé des garanties ? |           |             |
|---|-----------|-------------|
|   | Effectifs | % Obs.      |
| Oui   | 64        | 71,10%      |
| Non   | 26        | 28,90%      |
| <b>Total</b>                                    | <b>90</b> | <b>100%</b> |

### Secteur d'activité/La banque vous a-t-elle demandé des garanties ?

| La banque vous a-t-... | Oui       |              | Non       |              | Total     |        |
|------------------------|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|--------|
|                        | Eff.      | % Obs.       | Eff.      | % Obs.       | Eff.      | % Obs. |
| Commerce               | 27        | 67,5%        | 13        | 32,5%        | 40        | 100%   |
| Industrie              | 5         | 71,4%        | 2         | 28,6%        | 7         | 100%   |
| Service                | 32        | 74,4%        | 11        | 25,6%        | 43        | 100%   |
| <b>Total</b>           | <b>64</b> | <b>71,1%</b> | <b>26</b> | <b>28,9%</b> | <b>90</b> |        |

| Si oui, s'agit-il de garantie (une ou plusieurs réponses possibles): | Effectifs                         | % Obs. |
|--|-----------------------------------|--------|
|  | Sur le patrimoine de l'entreprise | 21     |
| D'hypothèque   | 18                                | 20%    |
| de nantissement  | 12                                | 13,30% |
| De Caution sur vos biens personnels                                  | 41                                | 45,60% |
| Autre  | 27                                | 30%    |
| <b>Total</b>   | <b>90</b>                         |        |

La ventilation de ces garanties selon le secteur d'activité montre que ces dernières sont exigées à tous sans exception mais dans des proportions variables. La propension est plus forte pour le recours la caution sur les biens personnels et dans un ordre décroissant la caution sur le patrimoine de l'entreprise, les hypothèques et le nantissement.



**Secteur d'activité / Si oui, s'agit-il de garantie (une ou plusieurs réponses possibles):**

| Si oui, s'agit-il d...    | Sur le patrimoine de l'entreprise |              | D'hypothèque |              | de nantissement |              | De Caution sur vos biens personnels |              | Autre     |              | Total      |        |
|---------------------------|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|-------------------------------------|--------------|-----------|--------------|------------|--------|
|                           | Eff.                              | % Obs.       | Eff.         | % Obs.       | Eff.            | % Obs.       | Eff.                                | % Obs.       | Eff.      | % Obs.       | Eff.       | % Obs. |
| <b>Secteur d'activité</b> |                                   |              |              |              |                 |              |                                     |              |           |              |            |        |
| <b>Commerce</b>           | 11                                | 27,5%        | 8            | 20%          | 5               | 12,5%        | 14                                  | 35%          | 14        | 35%          | 52         | 100%   |
| <b>Industrie</b>          | 2                                 | 28,6%        | 2            | 28,6%        | 1               | 14,3%        | 4                                   | 57,1%        | 1         | 14,3%        | 10         | 100%   |
| <b>Service</b>            | 8                                 | 18,6%        | 8            | 18,6%        | 6               | 14%          | 23                                  | 53,5%        | 12        | 27,9%        | 57         | 100%   |
| <b>Total</b>              | <b>21</b>                         | <b>17,6%</b> | <b>18</b>    | <b>15,1%</b> | <b>12</b>       | <b>10,1%</b> | <b>41</b>                           | <b>34,5%</b> | <b>27</b> | <b>22,7%</b> | <b>119</b> |        |

Carte des correspondances



La proximité ou l'éloignement entre modalités visualise les associations sur ou sous représentées. Au centre, dans la zone grisée, les éléments peu différenciés.

La carte restitue 100% de l'information, répartie en 78% horizontalement (F1) et 21% verticalement (F2).

### ***Recours au DAILY***

En revanche, peu d'entreprises (3,3%) ont recours au dispositif DAILY<sup>10</sup> qui offre pourtant une garantie au prêteur sans enlever au chef d'entreprise la propriété du bien.

### ***Recours au SOFARIS***

Il en est de même de la caution SOFARIS<sup>11</sup> qui est peu mobilisée par les entreprises (4,4%). Pourtant, c'est un outil particulièrement utile pour les jeunes entreprises innovantes confrontées aux difficultés de financement durant les premières années.

Le délai d'instruction de votre dossier de prêt a été : / Forme juridique de votre entreprise

| Forme juridique de ...  | SARL      |              | EURL      |              | SA        |              | Entreprise individuelle |              | Total     |        |
|---|-----------|--------------|-----------|--------------|-----------|--------------|-------------------------|--------------|-----------|--------|
|   | Eff.      | % Rep.       | Eff.      | % Rep.       | Eff.      | % Rep.       | Eff.                    | % Rep.       | Eff.      | % Rep. |
| <b>12. Le délai d'inst...</b>                                   |           |              |           |              |           |              |                         |              |           |        |
| <b>Correct</b>  | 13        | 44,8%        | 1         | 3,4%         | 6         | 20,7%        | 9                       | 31%          | 29        | 100%   |
| <b>Plutôt long</b>  | 14        | 40%          | 7         | 20%          | 4         | 11,4%        | 10                      | 28,6%        | 35        | 100%   |
| <b>Risquait de mettre en péril la pérennité de l'entreprise</b> | 13        | 54,2%        | 2         | 8,3%         | 7         | 29,2%        | 2                       | 8,3%         | 24        | 100%   |
| <b>Total</b>  | <b>40</b> | <b>45,5%</b> | <b>10</b> | <b>11,4%</b> | <b>17</b> | <b>19,3%</b> | <b>21</b>               | <b>23,9%</b> | <b>88</b> |        |

<sup>10</sup> Le DAILY est un mode de financement court terme qui permet de faire des remises groupées de créances que la banque va financer globalement sans avoir à endosser chaque créance. L'intérêt est de pouvoir mettre sur un même bordereau, le bordereau Dailly, un ensemble de factures clients à financer.

Pour financer une cession Dailly le banquier peut demander une *garantie des créances cédées*. Le banquier sera alors sécurisé par l'assurance crédit mise en place à son profit qui le désigne comme bénéficiaire du droit aux indemnités en cas de créance cédée, financée mais impayée. *In e-affacturage.fr*

<sup>11</sup> SOFARIS figure parmi les garanties proposées par Oséo. Cette garantie est ouverte à toutes les jeunes PME créées depuis moins de 3 ans. Elle propose de subventionner d'une part les financements bancaires des investissements matériels ou immatériels de l'entreprise, les achats de fonds de commerce et d'autre part, les besoins en fonds de roulement, mais aussi de délivrer les cautions de garanties. Elle facilite par ailleurs l'accès au crédit entreprise dans le cas d'une première installation par reprise de fonds de commerce ou d'une création d'une ou de plusieurs sociétés par une PME déjà existante qui souhaiterait développer des activités ou des produits nouveaux. La garantie Sofaris a ainsi pour rôle d'alléger les risques pris par l'entrepreneur.

## Conclusion

Cette enquête réalisée dans une conjoncture jugée comme « basse » par les entreprises enquêtées montre que ces dernières ont dans une large proportion mobilisé la majorité des leviers de financement proposés par les établissements financiers.

Dans des proportions variables, ces entreprises ont eu recours aux prêts courts, moyens et longs termes pour financer leurs investissements. Il en est de même des leviers proposés pour le financement de leur exploitation.

La politique des taux d'intérêt est jugée accommodante par une fraction conséquente des entreprises interrogées mais l'éventail des taux qui va de <5% à +11% est de nature à pénaliser les petites unités.

Les crédits courts et moyens termes représentent 72% des prêts octroyés. Pour financer leur exploitation les entreprises recourent à 44% aux capitaux propres, puis à l'emprunt, aux découverts, facilités de caisse.

Les délais d'instruction sont jugés plutôt longs par 38% des unités, corrects par 32% et risquant de mettre en péril la pérennité de l'entreprise par 28% d'entre eux.

Le pessimisme est plus marqué dans les petites unités à l'instar des entreprises individuelles et des EURL et des SARL.

Les garanties ont été exigées pour 70% des unités. Il s'agit d'abord de caution sur les biens personnels, de caution sur le patrimoine de l'entreprise, d'hypothèques et de nantissement.

La propension au recours au DAILLY et à la garantie SOFARIS est faible.

Notons cependant que les garanties additionnelles que propose *BpiFrance* aux PME qui contractent un prêt pour financer leur projet de développement et d'investissement sont de nature à faciliter la relation banque/entreprises.

En effet *BpiFrance* partage avec la banque la couverture des risques encourus par les Banque à hauteur de 40 à 70% les prêts à l'investissement contractés par les entreprises et sans hypothèque sur la résidence principale de l'entrepreneur. Dans le cas où la caution personnelle est exigée à l'entrepreneur, elle sera limitée au maximum à 50% de l'encours du crédit.<sup>12</sup>

A ce qui précède, il convient d'ajouter la palette des autres garanties proposées par *Bpifrance* à l'instar de

- ✓ *La garantie internationale pour la couverture du risque qu'encourent les banques qui financent les investissements internationaux, de même que la garantie de l'apport en fonds propres dans les filiales étrangères des entreprises françaises;*
- ✓ *La garantie de caution sur les projets innovants des entreprises à hauteur de 80% plafonnée à 300k€ ;*
- ✓ *La garantie à hauteur de 50 à 60% des concours bancaires pour les nouveaux entrepreneurs ;*
- ✓ *La garantie des préfinancements des besoins de trésorerie dans le cadre des contrats export ;*
- ✓ *La garantie bancaire pour le renforcement de la trésorerie*
- ✓ *Et la garantie transmission à hauteur de 50 à 70% du concours bancaire accordé aux PME.*

---

<sup>12</sup> Source : <http://www.bpifrance.fr>

## ANNEXES

### ANNEXE 1 Le questionnaire d'enquête

#### ENQUÊTE RAPIDE SUR LE FINANCEMENT BANCAIRE DES ENTREPRISES

*Nous vous remercions par avance d'avoir accepté de renseigner ce questionnaire. En contrepartie de votre participation, les résultats de l'enquête vous seront communiqués.*

1. Comment caractérisez-vous la situation économique depuis le début de l'année 2017 ?
  - Excellente
  - Bonne
  - Médiocre
  - Franchement mauvaise
2. L'activité dans votre entreprise a été au cours des 9 premiers mois :
  - En croissance
  - En stagnation
  - En diminution
3. Si diminution quelles en sont selon vous les causes ?

---
4. Avez-vous réalisé récemment des investissements pour le développement de votre activité ?
  - Oui
  - Non
  - Si non, passez à la question 8.
5. Si oui, vous l'avez fait par :
  - Emprunt moyen et long terme     Prêt d'honneur
  - Subventions                                       Défisicalisation
  - Crédit bail     Autofinancement
  - Crédit fournisseur                                       Autres : précisez : .....
6. Si prêt bancaire, indiquez le taux :  
< 5%                       entre 5 et 7%                        supérieur à 7%
7. Indiquez la durée  
 < 5 ans     entre 3 et 5 ans                       de 6 à 7 ans                       plus de 7 ans
8. Avez-vous mobilisé récemment un financement pour assurer l'exploitation de votre activité?
  - Oui
  - Non

- Si non, passez à la question 19.
9. Si oui, vous l'avez fait par :
- Capitaux propres ou fonds propres       Découverts, facilités de caisse...
- Emprunts       Autres, précisez : .....
10. Si prêt bancaire, indiquez la fourchette de taux :
- < 5%       entre 5 et 8%       entre 9 et 11%       supérieur à 11%
11. Si vous avez contracté un prêt bancaire, les taux pratiqués vous paraissent :
- Raisonables  
 Plutôt élevés  
 Franchement prohibitifs
12. Le délai d'instruction de votre dossier de prêt a été :
- Correct  
 Plutôt long  
 Risquait de mettre en péril la pérennité de l'entreprise
13. La banque vous a-t-elle demandé des garanties ?
- Oui       Non
14. Si oui, s'agit-il de garantie (une ou plusieurs réponses possibles):
- Sur le patrimoine de l'entreprise
- D'hypothèque
- De nantissement
- De Caution
- Sur vos biens personnels
- Autres, précisez : .....
15. Avez-vous fait appel au dispositif « DAILLY<sup>13</sup> » ?
- Oui  
 Non
- Si oui, qu'en pensez-vous ? \_\_\_\_\_
16. La mise en place du dispositif DAILLY a-elle été aisée ?
- Oui

---

<sup>13</sup> C'est une technique de crédit qui permet à une entreprise quelle que soit sa forme ou son secteur d'activité de mobiliser la partie de son poste « client » qui n'est pas représenté par des effets de commerce. La banque peut alors lui accorder un crédit sous forme d'escompte ou d'avance en compte (découverts garanties).

Non

Si non, dites pourquoi ? \_\_\_\_\_

17. Avez-vous eu recours à la caution SOFARIS dans le cadre de l'acceptation d'un crédit ?

Oui

Non

Si oui, est-elle obligatoire lors du déblocage du crédit ?

Oui

Non

19. Afin d'améliorer les relations banque/entreprise, faites 4 propositions utiles :

1. \_\_\_\_\_

2. \_\_\_\_\_

3. \_\_\_\_\_

4. \_\_\_\_\_

ENSEIGNE de votre entreprise.....

Raison sociale.....

Secteur d'activité.....

Commune.....

Code APE.....

Année de création de votre entreprise.....

Nombre de salariés à temps plein.....

16-Forme juridique :

S.A.R.L.

E.U.R.L.

S.A.

Entreprise individuelle

Nom du chef d'entreprise.....

Effectif salarié :

Aucun ;  entre 1 et 5 ;  entre 6 et 10;

Entre 11 et 15 ;  entre 16 et 20 ;  + de 20 ;

*REDACTION  
M. BINI  
Chef du Département Economie  
Aménagement du territoire/RUP*